

Lundi 02 mai 2011

**ELEMENTS DE REPONSE DE LA CDC A L'ARCEP SUR LES CRITERES DE  
CHOIX D'UNE METHODE D'ANNUALISATION DES COUTS D'INVESTISSEMENT  
ET LA TRANSITION DU CUIVRE VERS LA FIBRE**

La CDC s'inscrit ici en cohérence avec la politique publique fixée en matière de très haut débit, visant à valoriser les initiatives de déploiement en fibre optique et à les encourager économiquement.

La CDC recommande que France Télécom soit dédommée à hauteur des stricts coûts d'investissement réalisés sur le réseau cuivre, annualisés selon la **méthode du coût historique avec amortissement comptable**, méthode la plus fidèle aux enregistrements comptables de l'opérateur.

Calculé de cette manière, le coût de la paire de cuivre est appelé à diminuer. Néanmoins, la CDC recommande à l'ARCEP de maintenir le tarif d'accès à la boucle locale cuivre à son niveau actuel de 9€/mois/prise.

**La différence constatée entre le coût comptable historique et le tarif régulé permettra d'alimenter le FANT et d'encourager les déploiements de réseaux très haut débit initiés par les collectivités.**

## **Introduction**

La CDC s'inscrit ici en cohérence avec la politique publique fixée par le Gouvernement, visant à encourager le déploiement de réseaux très haut débit sur l'ensemble du territoire et contribuant à son financement au moyen du FANT.

A ce titre, le tarif d'accès à la boucle locale cuivre constitue un enjeu majeur : il doit rester suffisamment élevé pour permettre le financement d'un nouveau réseau de desserte optique, mais ne doit pas constituer une rente pour le propriétaire du réseau historique. L'objectif est de conduire les opérateurs alternatifs à réaliser un arbitrage entre la location de la boucle cuivre ou l'investissement dans un réseau (en propre ou partagé) en fibre optique. Le tarif d'accès à la boucle locale cuivre déterminera ainsi l'intérêt des opérateurs alternatifs à investir dans la fibre.

Comme rappelé lors de la Conférence sur le Plan National Très haut débit du 27 avril 2011, 3 575 communes (y compris la ZTD), soit 57% des ménages français, seront concernées par les initiatives privées de déploiement en fibre optique. 43% des ménages français resteront donc dépendants des réseaux d'initiatives publiques. Il est alors fondamental que ces réseaux financés par l'argent public demeurent neutres, ouverts, et non discriminatoires, pendant la totalité de leur durée de vie.

Dans cette perspective, la Loi Pintat a initié le FANT, fonds d'aménagement numérique du territoire, consacré aux projets des collectivités territoriales de déploiement en fibre optique. Néanmoins les mécanismes qui alimenteront le FANT ne sont pas encore connus. Il apparaît donc dès aujourd'hui nécessaire de trouver des sources d'abondement du fond qui soient pérennes et cohérentes avec l'objectif de migration vers la fibre optique.

## Méthode d'annualisation des coûts recommandée par la CDC

Dans la double perspective d'inciter aux déploiements en fibre optique et de protéger les investissements publics réalisés dans ce sens, la CDC recommande de maintenir le prix de gros régulé de l'accès à la boucle locale cuivre à son niveau actuel, soit 9 euros/mois.

Cette somme sera versée par les opérateurs à France Télécom, qui sera dédommagée sur la base du coût comptable. La méthode d'annualisation des coûts recommandée dans ce cadre par la CDC est la méthode des coûts historiques avec amortissement comptable. Cette méthode permet de suivre la chronologie stricte des investissements réalisés par France Télécom dans les actifs cuivre et de s'assurer que l'opérateur historique ne bénéficie pas d'une rente indue.

Néanmoins, le coût de la paire de cuivre constaté chaque année connaît une diminution régulière, due à la diminution de la valeur nette comptable des actifs qui s'approche de 0. Ce phénomène sera accentué par une diminution des investissements réalisés par France Télécom dans les actifs cuivre au profit de la fibre. Or le tarif d'accès régulé, fixé à un prix constant, ne suivra pas cette évolution.

Cette différence constatée entre les coûts d'investissements supportés par France Télécom et le tarif régulé d'accès à la boucle locale cuivre permettra d'alimenter de manière pérenne le FANT et de soutenir les projets de déploiement très haut débit, tout en incitant les opérateurs à migrer et investir dans la fibre. France Télécom pourrait reverser annuellement le trop perçu au FANT, mais d'autres mécanismes peuvent être envisagés.

La CDC s'inscrit ici en cohérence avec les recommandations du sénateur Maurey dans son rapport du 26 octobre 2010 au Premier Ministre, qui invitait déjà à la création d'un lien entre la tarification de la boucle locale cuivre et l'alimentation durable du FANT.

	<b>Situation sur le marché de la fibre</b>	<b>Evolution des coûts de la paire de cuivre pour FT</b>	<b>Tarif de gros d'accès à la BL cuivre</b>	<b>Conséquence du maintien d'un tarif d'accès à la boucle locale cuivre régulé de 9€</b>
Zones d'initiatives <b>privées</b> de déploiement THD	Bonne rentabilité économique	En baisse	9 €	Surcoût engendré pour les opérateurs qui ne migrent pas vers la fibre => réinvesti dans le FANT
Zones d'initiatives <b>publiques</b> de déploiement THD	Faible rentabilité économique (ou négative)	Stable	9 €	Stabilité du coût de la paire de cuivre, mais coût élevé du déploiement en FO => sera compensé par le FANT

## Calendrier de mise en œuvre et conclusion

La CDC s'inquiète que la mise en œuvre des ajustements de la méthode d'annualisation des coûts se fasse de manière « progressive », comme le propose l'ARCEP, ce qui induirait nécessairement un manque de visibilité pour les opérateurs alternatifs. Ainsi la CDC recommande que l'ARCEP s'engage à fixer aujourd'hui ces modalités et à ne pas y revenir pour un délai de 10 ans.

La CDC recommande à l'ARCEP l'application de la méthode d'annualisation des coûts historiques avec amortissements comptables. Elle souhaiterait défendre avec l'ARCEP le mécanisme proposé d'abondement du FANT avec la différence constatée entre les coûts comptables d'investissements de France Télécom relatifs à la boucle locale cuivre et le tarif régulé d'accès fixé à 9€, et se tient prête à travailler avec l'ARCEP dans ce sens.

Annexe : Illustration du mécanisme recommandé par la CDC concernant les critères de choix  
d'une méthode d'annualisation des coûts et le dispositif d'abondement du FANT

